

LE GRAND BAZAR DE L'ÉNERGIE

Erwan Benezet



Face à la crise,

quels enjeux ?

quelles solutions ?

ARTHAUD

Le Grand Bazar de l'énergie

Erwan Benezet

Préface de Christian de Perthuis

Le Grand Bazar de l'énergie

Face à la crise, quels enjeux ?
quelles solutions ?

ARTHAUD

© Flammarion, Paris, 2023
82, rue Saint-Lazare CS 10124
75009 Paris
Tous droits réservés
ISBN : 978-2-0804-2302-3

*À ceux qui partagent ma vie
et m'inspirent chaque jour.*

« Les gens passaient leur temps à faire des préparatifs pour le lendemain. Moi je n'ai jamais cru à ça. Le lendemain ne faisait pas de préparatifs pour eux. Le lendemain ne savait même pas qu'ils existaient. »

Cormac McCarthy, *La Route*,
Éditions de l'Olivier, 2008

Bazar

nom masculin

(persan *bāzār*)

1. En Orient, marché public en plein air ou sous de vastes galeries couvertes ; souk.

Synonyme : souk

2. Droguerie ou magasin de détail où l'on vend toutes sortes d'articles.

3. Familier. Lieu ou ensemble d'objets en désordre : Quel bazar !

Synonyme : bric-à-brac

4. Familier. Ensemble d'objets quelconques.

Synonyme : fourbi (familier)

(Extrait du Larousse)

Préface

« Toute l'industrie, tout le commerce finira par n'être qu'un immense bazar unique, où l'on s'approvisionnera de tout », nous dit Émile Zola dans *L'Argent*. Par bien des aspects, le bazar de l'énergie dans lequel nous promène Erwan Benezet rappelle l'univers de Zola, avec ses pactoles qui s'amassent grâce aux yo-yo des prix, les faillites brutales qu'ils peuvent provoquer, l'impression que le monde s'accélère mais qu'il manque singulièrement d'un pilote pour fixer le cap.

Le talent de l'auteur consiste en premier lieu à nous faire revivre les événements qui se sont enchaînés depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. L'un des volets les plus frappants est la rapidité de la réaction de l'Europe, souvent décrite comme une machine bien trop lourde pour répondre aux situations de crise. Les milliards de mètres cubes de gaz russe ne nous parvenant plus via les tuyaux n'ont pas provoqué la catastrophe annoncée, grâce à la gestion mutualisée des stocks et à la mobilisation de voies maritimes alternatives. Utilisés à 100 %, les terminaux

Le Grand Bazar de l'énergie

français réceptionnant le gaz liquéfié font transiter en une journée l'équivalent de l'énergie produite par 33 réacteurs du parc nucléaire national.

Sur le plan économique, l'envolée du prix européen du gaz et des autres énergies fossiles a généré des transferts massifs de richesse. Les profits de TotalEnergies ont bondi à près de 20 milliards. L'auteur nous rappelle qu'ils auraient atteint 33,7 milliards sans les dépréciations d'actifs au bilan. La hausse du prix des combustibles importés par l'Europe a correspondu à une subvention aux énergies fossiles versée aux exportateurs de l'ordre de 500 milliards. Les « boucliers tarifaires » érigés pour protéger les consommateurs européens ont porté ces subventions à des niveaux jamais atteints dans le passé.

Pour mieux comprendre le présent, quelques retours sur le passé s'avèrent bien utiles. La deuxième partie de l'ouvrage nous ramène au premier choc pétrolier. L'Hexagone y a répondu en développant un programme électronucléaire sans équivalent au monde. Ce succès passé est-il un atout pour aborder la transition vers un système énergétique bas carbone ? L'auteur en doute. Il nous rappelle une donnée de base. Même dans les scénarios les plus favorables à l'atome, le nucléaire ne peut être qu'une source d'appoint pour fournir la quantité gigantesque d'électricité décarbonée dont va avoir besoin le pays.

Préface

Cela requiert en premier lieu un investissement massif dans le renouvelable. Et là, notre pays ne brille pas par sa capacité de réaction. Il accumule des retards, pas uniquement face aux nouveaux champions asiatiques, mais vis-à-vis de nos partenaires européens. Il ne semble pas non plus avoir pris la mesure des transformations à opérer pour rendre demain les réseaux énergétiques bien plus agiles, capables par exemple d'utiliser la puissance des millions de batteries qui auront remplacé les moteurs thermiques dans nos véhicules pour équilibrer les réseaux. Sans compter l'apport de l'hydrogène vert, filière encore à ses balbutiements, pour le stockage intersaisonnier de l'électricité.

Mais attention. Lorsqu'on se projette dans le futur, il ne suffit pas d'accroître les investissements dans l'énergie en les réorientant vers le bas carbone pour contrer le réchauffement de la planète. Il faut également réduire massivement les consommations d'énergie superflues. Cela remet en cause des pans entiers de nos modes de vie. Sommes-nous prêts à nous engager dans cette voie ? À l'image de nos politiques, n'aurions-nous pas tendance à faire de la sobriété « la grande oubliée » ?

Car il y a une différence majeure entre le bazar décrit par Émile Zola et celui que vous allez visiter en compagnie d'Erwan Benezet. Zola décrivait l'agitation d'un monde où l'abondance allait

Le Grand Bazar de l'énergie

permettre de « s'approvisionner en tout ». Le « Bazar de l'énergie » nous plonge dans les contradictions d'un monde qui doit au contraire réduire au plus vite le trop-plein d'énergies fossiles. Dans le passé, on a résolu beaucoup de crises énergétiques en ajoutant de nouvelles sources au système. Comme l'écrit Erwan Benezet dans sa conclusion : « Cette fois-ci, il ne s'agit pas d'additionner mais de soustraire. »

Christian de Perthuis,
professeur à l'université Paris Dauphine-PSL,
fondateur de la chaire Économie du climat

Introduction

24 février 2022, 5 h 30 du matin, Moscou est encore plongée dans une nuit glaciale. Vladimir Poutine, le visage fermé, annonce à la télévision le début d'une « opération militaire spéciale » menée par la Russie en Ukraine, signant de fait le retour de la guerre en Europe, soixante-dix-sept ans après la capitulation de l'Allemagne nazie en 1945. « Nous nous efforcerons d'arriver à une démilitarisation et une dénazification de l'Ukraine », martèle le maître du Kremlin assis à un bureau, promettant de conduire « au tribunal ceux qui ont commis de nombreux crimes, responsables de l'effusion de sang de civils, notamment de citoyens russes ».

Dans les minutes qui suivent, une série d'explosions et de sirènes retentit dans plusieurs villes ukrainiennes. Des bombardements ciblent des aéroports et des infrastructures militaires. Trois offensives – aérienne, maritime et terrestre – sont lancées conjointement sur l'ensemble du territoire : côté sud, depuis la Crimée, via notamment le poste-frontière de Kalanchak, où plusieurs colonnes de blindés et des véhicules militaires

Le Grand Bazar de l'énergie

russes sont enregistrés par des caméras de surveillance ; plus à l'est, des mouvements sont également observés depuis le Donbass ; et enfin dans l'oblast de Kiev, où des troupes font leur entrée par le nord, via le poste-frontière de Senkivka, point de jonction entre la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine.

Dans cette dernière zone, l'aéroport de Hostomel est l'une des premières cibles. Des hélicoptères russes de combat et de transport sont aperçus à 2 kilomètres de la capitale ukrainienne – sans réelle surprise, puisque le directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), William Joseph Burns, avait confié dès le 12 janvier, soit presque un mois et demi avant l'invasion, au président ukrainien Volodymyr Zelensky, qu'une attaque russe commencerait précisément dans ce périmètre. Les pistes de Hostomel (appelé également aéroport Antonov) sont en effet dimensionnées pour accueillir des avions de transport militaires lourds. De quoi faire débarquer rapidement troupes, blindés et matériel en grand nombre. Le basculement est brutal. En quelques heures, le hashtag *World War III* (Troisième Guerre mondiale) apparaît en tête des tendances sur le réseau Twitter.

Personne n'imaginait que Vladimir Poutine mettrait ses menaces à exécution. Depuis des mois pourtant, les marchés étaient fébriles, notamment ceux du gaz et du pétrole. Préparant

Introduction

subrepticement le terrain, il avait demandé aux compagnies sous son contrôle, Gazprom en tête, de restreindre les exportations, en prétextant des difficultés techniques. Résultat : les prix du gaz sont multipliés par cinq en quelques mois, entraînant dans leur sillage ceux de l'électricité. Au point que, dès l'automne 2021, le gouvernement français instaure un bouclier tarifaire en gelant les prix après une dernière augmentation : + 12,6 % pour le gaz au 1^{er} octobre 2021 ; et + 4 % pour l'électricité quatre mois plus tard, le 1^{er} février 2022. Comme un « retour vers le futur », qui frappe l'esprit des Français, bien au-delà du symbole. Presque vingt ans après l'ouverture des marchés de l'énergie, lancée en 2004 par l'Union européenne au nom de la libre concurrence, les voici presque revenus à la bonne vieille époque du monopole d'État, un temps où les prix étaient confortablement sous cloche : ceux du gaz ou de l'électricité, mais aussi de l'eau, et même de la baguette. Souvenez-vous : jusqu'en 1978, le prix du pain était encadré, avant qu'un arrêté du gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing ne le « libère ».

Outre l'effroi de la guerre, de l'étincelle qui embraserait tout un continent, les ambitions hégémoniques d'un autocrate suscitent une autre peur que l'on pensait disparue depuis longtemps : celle de manquer. Manquer de gaz ou d'électricité, d'éclairage la nuit et de chauffage l'hiver... De

Le Grand Bazar de l'énergie

quoi faire resurgir le spectre du dernier conflit mondial, que les générations nées après 1945 n'ont connu que dans les livres d'histoire.

Et c'est exactement l'objectif de Vladimir Poutine : introduire de la confusion dans l'esprit des Européens. Un poison lent et insidieux, du polonium social qui *in fine* intoxiquera leurs dirigeants. Quoi de mieux pour cela que d'instiller le doute, en jouant sur les fragilités de l'une de nos ressources les plus essentielles : l'énergie ?

Les gouvernements européens ne sont pas dupes. Ils mesurent le risque d'un embrasement social et organisent rapidement la riposte. Le problème est que le président de la Fédération de Russie attise les braises d'un feu qui couve déjà depuis plusieurs années. L'énergie est devenue un grand bazar dans lequel les 450 millions de citoyens européens – et parmi eux 68 millions de Français – ne se retrouvent plus. Et la multiplication des autorités administratives indépendantes, médiateurs nationaux, associations de consommateurs, comparateurs, accompagnateurs, conseillers ou services clients n'y change malheureusement pas grand chose.

Sans parler des entreprises en quête de visibilité qui, de crise en crise, se retrouvent, elles aussi, dans le brouillard le plus complet. Les nombreux ministères chargés de près ou de loin du sujet (Transition énergétique et écologique, Industrie, Économie, Finances, PME, etc.), et même un

Introduction

délégué interministériel au Nouveau Nucléaire (dirigé par un ancien patron de la direction générale de l'Armement) ont beau multiplier les plans, annonces et autres mesures, ils ne font paradoxalement qu'accentuer le sentiment de confusion.

I.
ET TOUT A BASCULÉ...

Une nouvelle guerre de l'énergie

Le jour même de l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes, des membres des gouvernements européens sont réunis à Bruxelles, à l'occasion d'un Conseil des ministres présidé par la Française Agnès Pannier-Runacher. Celle qui a alors le portefeuille de l'industrie au sein du gouvernement de Jean Castex se souvient : « Je suis arrivée la veille. Tous les ministres sont là, l'ambiance est lourde. Les pays de l'ex-pacte soviétique sont particulièrement marqués. Le conseil se déroule avec beaucoup de solennité, et des prises de paroles *a minima*. On sait qu'il faudra rapidement libérer la salle pour l'arrivée des leaders politiques. On fait le conseil le plus efficace auquel j'ai participé depuis que je suis au gouvernement, soit trois ans et demi¹. »

Puis les ministres sortent un à un pour rejoindre précipitamment les cellules de crise organisées

1. Entretien avec l'auteur à l'hôtel de Roquelaure, Paris, le 20 janvier 2023 (sauf mention contraire, toutes les citations d'Agnès Pannier-Runacher sont issues de cet entretien).

Le Grand Bazar de l'énergie

par leurs pays respectifs. Dans les couloirs, chacun fait part de son émotion. « Il y a du ressentiment, reprend Agnès Pannier-Runacher. Certes, des signaux faibles étaient observés depuis plusieurs semaines, mais nous voulions croire que les Russes n'oseraient jamais mettre cette menace à exécution. Tout le monde est sous le choc. Et en même temps, on sent immédiatement que la meilleure protection se joue dans cette salle : c'est l'Europe, unie et indissociable, le fait d'être 27, à se tenir et à faire front ensemble. Je me dis que je dois enregistrer dans ma mémoire le film de ce que je suis en train de vivre car j'ai pleinement conscience que cela constitue un moment d'histoire. Je suis impressionnée par la rapidité avec laquelle tout se met en œuvre. »

Dans son bureau parisien avec vue imprenable sur la tour Eiffel, Fatih Birol, le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), confirme l'état de sidération dans lequel les dirigeants européens se trouvent plongés. « Il existait effectivement de nombreux signes avant-coureurs », confirme l'économiste d'origine turque (il est né à Ankara), qui conseille régulièrement les principaux dirigeants de la planète. Le magazine américain *Forbes* n'a pas hésité à le désigner comme l'une des personnalités les plus influentes de la scène énergétique mondiale.

Avec sa réputation de « bourreau de travail » mais aussi d'« excellent communicant », selon les

Une nouvelle guerre de l'énergie

termes d'un grand patron du CAC 40, Fatih Birol officie donc depuis 2015 comme directeur exécutif de l'AIE. Créée en 1974 à l'initiative des États-Unis après le premier choc pétrolier, cette institution est basée à Paris et rattachée à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle constitue un poste d'observation unique des grands soubresauts qui agitent les marchés de l'énergie.

« Dès les années 2000, alors que j'officialiais comme économiste en chef à l'AIE, j'avais déjà alerté sur les risques d'une dépendance à la Russie, se souvient-il. J'ai publié de nombreuses tribunes. Plusieurs semaines avant l'invasion de l'Ukraine, nous avons encore lancé des alertes, après avoir observé une baisse significative des volumes de gaz russe. Mais c'est vrai, personne ne pensait que la Russie mettrait de telles menaces à exécution¹. »

À Hostomel, dans l'oblast de Kiev, l'aéroport et ses environs sont conquis en moins de 24 heures, tandis que la capitale se voit, elle, instaurer un couvre-feu. Mais une autre cible va rapidement jeter l'effroi dans le monde entier : en fin de journée, à 130 kilomètres au nord, une partie

1. Entretien au siège de l'Agence internationale de l'énergie à Paris, le 19 avril 2023 (sauf mention contraire, toutes les citations de Fatih Birol sont issues de cet entretien).

Le Grand Bazar de l'énergie

des troupes russes a passé la frontière avec la Biélorussie et se dirige vers Tchernobyl pour en prendre le contrôle. Pour la première fois dans l'histoire des conflits récents, une centrale nucléaire devient un butin de guerre. Et pas n'importe laquelle : l'explosion de son réacteur numéro 4, durant la nuit du 26 avril 1986, encore dans toutes les mémoires, avait provoqué l'une des plus graves catastrophes nucléaires de l'histoire.

Quelques jours plus tard, à 700 kilomètres plus au sud de l'Ukraine, en suivant le cours du Dniepr, le fleuve qui se jette dans la mer Noire, les troupes russes s'emparent d'une deuxième centrale nucléaire : Zaporijia, à 300 kilomètres au nord de Kherson. À la différence de Tchernobyl, ses six réacteurs sont en parfait état de fonctionnement. Zaporijia est même, avec 6 000 mégawatts (MW) de puissance installée, la plus grosse centrale nucléaire de toute l'Europe, juste devant Gravelines, dans le nord de la France.

À cet instant, plus aucun doute n'est permis. Cette guerre est aussi une guerre de l'énergie. À l'intérieur même de l'Ukraine tout d'abord, puisque les Russes chercheront dans un premier temps à s'emparer des centres de production les plus importants – avant, quand le vent tournera, de pratiquer la politique de la terre brûlée, en détruisant ou endommageant systématiquement les installations et les réseaux.

Une nouvelle guerre de l'énergie

Mais également à l'extérieur des frontières, puisque les conséquences du conflit se feront ressentir à travers tout le continent, et même dans le monde entier. La France est concernée au premier chef, elle qui n'a jamais été indépendante énergétiquement (l'Europe l'est encore moins), n'en déplaie aux politiques de toute obédience qui, régulièrement, réécrivent l'histoire.

Dès le début, la Russie adopte une stratégie de « guerre hybride » : elle utilise des moyens conventionnels auxquels s'ajoutent d'autres vecteurs de déstabilisation. Ceux-ci visent à influencer sur les opinions publiques des pays ennemis, et, par effet domino, sur les décisions de leurs dirigeants. Et l'énergie, nous le verrons, représente un levier ô combien efficace.

Naissance du XXI^e siècle

Ancien journaliste à *La Croix* et au *Monde*, spécialiste en stratégie militaire et auteur de nombreux ouvrages, Pierre Servent a théorisé dans son ouvrage *Le Monde de demain*¹ la volonté de la Russie de frapper l'Occident de multiples manières et, au-delà de la prise de guerre que représente l'Ukraine, de le toucher dans ce qu'il a de plus fragile et de plus cher (dans tous les sens du terme) : son économie. Alors que les sanctions

1. Robert Laffont, 2022.

Le Grand Bazar de l'énergie

européennes viseront avant tout le pouvoir du Kremlin et les oligarques qui gravitent autour, c'est aux ménages européens que Vladimir Poutine veut s'en prendre directement. Son pari ? Qu'ils fassent porter la responsabilité de l'inflation des prix de l'énergie, des produits ou des biens de consommation à leurs gouvernements. Que leur désarroi, leur colère, voire leurs révoltes, se retournent contre eux.

Une stratégie mise en place largement en amont de l'offensive en Ukraine. Dès les premiers mois de l'année 2021, les services de renseignement de nombreux pays observent des « signaux de basse intensité » annonciateurs d'un bouleversement à venir. À ce moment, personne ne le sait encore vraiment, mais un monde nouveau est en train de se dessiner. Un monde où l'énergie cesse d'être bon marché. Ceux qui la produisent ne font pas forcément plus de profits (quoi que...). Mais le coût pour protéger l'environnement est enfin pris en compte.

Un acteur important du secteur de l'énergie, qui a requis l'anonymat, confirme le mouvement haussier « inévitable » des prix : « Déjà pour l'électricité, le parc nucléaire français arrivera bientôt en fin de vie, rappelle-t-il. Et même si on le poursuit un peu, il faudra effectuer de nombreux travaux de maintenance. Le nucléaire aujourd'hui tourne autour de 42 euros le mégawattheure (MWh), mais le gouvernement a déjà

Une nouvelle guerre de l'énergie

commencé à intervenir temporairement pour l'augmenter. Quant au Nouveau Nucléaire, si on se base sur ce qui se passe en Angleterre avec Hinkley Point, et en France sur la base des calculs de la Cour des comptes, on est plutôt à 120 euros le mégawattheure. On peut prendre le sujet comme on veut, ça ne peut donc qu'augmenter. » Et ce bon connaisseur du secteur de citer les projections du gestionnaire du réseau électrique : « RTE¹ parle de 1 000 milliards d'euros d'investissements pour la transition énergétique jusqu'à 2050, nécessaires pour la production, donc le Nouveau Nucléaire et le renouvelable, mais aussi toute la modernisation du réseau, que ce soit le transport [les gros tuyaux] ou la distribution [les plus petits, qui font les derniers kilomètres]². »

Laurence Poirier-Dietz, la directrice générale de GRDF, la filiale « distribution » de gaz d'Engie, fournit elle aussi quelques chiffres : « Pour arriver à verdir l'ensemble du gaz à l'horizon 2050, et en tenant compte de volumes qui diminuent grâce aux efforts de sobriété et d'efficacité énergétique, il faut compter 140 milliards d'euros d'investissements, explique-t-elle. Dans cette somme, moins de 10 milliards d'euros seront dédiés aux réseaux. Le reste, ce seront tous les investissements dans

1. Réseau de transport d'électricité.

2. Entretien le 8 juin 2023.

Le Grand Bazar de l'énergie

les outils de production¹. » Le directeur Biométhane de GRDF, Xavier Passemard, renchérit : « Pourquoi ça va coûter plus cher demain ? Parce que jusqu'à récemment, les prix des marchés de l'énergie ne reflétaient pas les vrais coûts, et notamment l'impact des gaz à effet de serre. Mais dès lors que l'on rentre dans un système vertueux, il faut tenir compte de ce passif écologique. Et cela fait forcément augmenter les prix². »

Cachez-moi cette pollution que je ne saurais voir. On savait donc, mais la tentation de l'énergie *low cost* a longtemps été plus forte. Jusqu'à ce que la nature nous renvoie les conséquences de notre incurie à la figure, par le biais du réchauffement climatique. « Quand on travaille sur les sujets climat et énergies fossiles, on sait forcément qu'à un moment, il y aura une crise quelque part, confirme Nicolas Goldberg, expert Énergie pour le cabinet de conseil Columbus Consulting. Ne serait-ce que parce qu'en Europe, on était importateurs de pays peu recommandables. Ce n'était pas tenable. D'ailleurs, je pense que la crise du pétrole de 1973 ne s'est jamais vraiment arrêtée³. »

1. Entretien le 8 juin 2023.

2. Entretien le 8 juin 2023.

3. Entretien le 26 avril 2023 dans les locaux parisiens de Columbus Consulting (sauf mention contraire, toutes les citations de Nicolas Goldberg sont issues de cet entretien).

Le Grand Bazar de l'énergie

| | |
|--|-----|
| Sobriété, la grande oubliée ? | 225 |
| Un cheval de Troie électrique | 249 |
| Conclusion. <i>Le courage d'un autre choix</i> . . . | 287 |



Le 24 février 2022, en envahissant l'Ukraine, la Russie ne signe pas seulement le retour de la guerre en Europe, soixante-dix-sept ans après la chute de Berlin. Elle déclenche aussi une guerre de l'énergie auquel le monde entier est bien mal préparé.

Soudain, face à la folle envolée des prix et au risque de pénurie, il ne s'agit plus uniquement pour les gouvernements de répondre au défi de la transition énergétique d'un monde « drogué » au carbone, mais de retrouver une souveraineté devenue vitale.

Comment parler aux opinions, quelles contraintes leur faire supporter, quelles politiques mettre en place sans effrayer ?

Nous, consommateurs, citoyens de la planète, naviguons à vue au milieu de ce grand bazar, où prospèrent les injonctions contradictoires. Plus que jamais, nous avons besoin de repères.

Très documenté, nourri des analyses de nombreux interlocuteurs, le livre d'Erwan Benezet donne les clés de compréhension de la nouvelle donne énergétique mondiale, décrypte le choix français du tout nucléaire au détriment des énergies renouvelables et prévient : cette crise est à nulle autre pareille.

Journaliste, Erwan Benezet suit les questions énergétiques pour le quotidien *Le Parisien-Aujourd'hui en France*. Il est l'auteur de *Nucléaire, une catastrophe française* publié chez Fayard en 2018.

ARTHAUD